



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Par-ou-commencer>

Par où commencer ?

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1988 à 1997 - Année 1989 - N° 878 - mai 1989 -

Date de mise en ligne : jeudi 14 mai 2009

Date de parution : mai 1989

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

MÃmes causes...?

Les historiens s'accordent pour reconnaître, parmi les causes de la RÃvolution FranÃsaise, le rÃle important jouÃ par l'insuffisance de la production agricole. La famine a fait des ravages et Claude Manceron dÃcrit la dÃtresse des paysans en 1774, il cite : « La livre de pain noir vaut quatre sols. Un malheureux journalier qui ne gagne que douze sols par jour peut-il vivre avec une femme et six enfants ? » car le pain Ãtait alors l'essentiel de leur nourriture et donc la base de la vie quotidienne de trois quarts des FranÃsais. Dix Ã douze millions d'entre eux n'avaient rien devant eux, alors que le prix du pain, depuis vingt ans, avait augmentÃ bien plus vite que les salaires. Et quand la rÃcolte avait ÃtÃ mauvaise, plusieurs annÃes de suite, il avait fallu faire venir le grain de trÃs loin. CelÃ coÃtait trÃs cher.

Deux cents ans plus tard, comble de l'absurde, le monde rural est en plein dÃclin... parce qu'on lui reproche d'avoir trop produit ! De six millions Ã la fin du XIX Ãme siÃcle, le nombre des agriculteurs est passÃ Ã 3,9 millions en 1970 et vient de chuter Ã 1,4 millions. On prÃvoit qu'ils ne seront plus que 600.000 en 1995, dont la moitiÃ seulement pourra continuer Ã vivre de la terre. Pour survivre, les autres auront d'Ã¹ essayer de se reconvertir... Nous l'avons dit, redit, le secteur agricole a ÃtÃ, historiquement, le premier touchÃ par « ce qu'on appelle la crise », c'est Ã dire par le changement de civilisation que nous sommes en train de vivre. Cette crise n'est pas diffÃrente de celle qui touche tous les secteurs d'activitÃ : elle rÃsulte d'un formidable bond en avant des techniques de production. Mais les responsables Ãconomiques, incapables d'en prendre la mesure, s'obstinent Ã y appliquer des remÃdes d'un autre Ãge alors qu'ils se rÃvÃlent totalement absurdes et catastrophiques la C.E.E. dÃpense les trois quarts de son budget pour maintenir artificiellement ÃlevÃs les prix agricoles tandis qu'un nombre croissant de « nouveaux pauvres » ne mangent pas Ã leur faim, elle subventionne les agriculteurs proportionnellement Ã leurs productions et le nombre des « petits » agriculteurs ÃliminÃs, en faillite, rÃduits eux aussi Ã la misÃre ne cesse d'augmenter, enfin elle dÃcide le gel ou favorise le « bÃtonnage » des terres... avec toutes les consÃquences Ãcologiques que cela entraine.

Le comble des combles du non-sens, c'est de faire passer toutes ces dÃpenses absurdes au nom de la rentabilitÃ Ãconomique ! Toutes ces aides mal placÃes au nom de la dÃfense de la libertÃ du marchÃ !

Commencer par le primaire

Quelle honte, au XXe siÃcle, de sacrifier des milliers d'existences faute d'oser prendre des mesures, dont le bon sens est Ãvident, mais qui ont le tort Ãpouvantable de n'avoir encore jamais ÃtÃ essayÃes !

Puisque le secteur agricole a ÃtÃ le premier touchÃ par La Grande RÃvolution (celle des moyens de production), n'est-il pas Ãvident que c'est par ce secteur qu'il faut commencer d'appliquer la solution qui s'impose d'elle-mÃme : l'Ãconomie distributive ? Toutes ces subventions, allocations et autres dÃpenses que font les contribuables, malgrÃ eux, pour geler ou dÃtruire, ne seraientelles pas mieux utilisÃes en proposant aux agriculteurs en faillite un contrat simple : un revenu individuel, dÃcent, assurÃ, contre l'engagement de prendre en charge leurs terres ? Et celÃ aurait en outre l'avantage de sauver notre environnement rural : abandonner l'entretien des terres, c'est laisser faire l'Ãrosion, c'est l'appauvrissement assurÃ des sols. Dans le midi, c'est la destruction de la couverture vÃgÃtale et le plus sÃr moyen de voir s'y propager de terribles incendies, on en a eu la dÃmonstration rÃcemment. Et ce n'est pas seulement l'environnement naturel qui est en cause, c'est aussi l'Ãquilibre de la population : les changements prÃvisibles des conditions de travail vont bientÃt permettre de mettre fin Ã la

concentration des villes, le rôle de la population agricole doit devenir aussi celui d'aménager aux citadins qui le souhaitent, un autre cadre de vie.

Le complément de cette politique intelligente de commencement de l'économie distributive par l'agriculture serait le lancement de la monnaie verte, dont nous avons déjà parlé, et qui permettrait aux agriculteurs d'adapter la production aux besoins alimentaires réels et non plus aux seuls besoins solvables, comme aujourd'hui.

La révolution de 1989 ?

Il semble que le monde rural soit en train de se révolter contre les absurdités de l'économie de marché. Ce n'est sans doute pas un hasard si j'ai reçu presque en même temps deux témoignages. Le premier est un extrait de Ouest-France du 31 mars, envoyé par un lecteur de Pont d'Ouilly. Il rend compte d'une assemblée de « l'Association des agriculteurs en difficulté d'Ille et Vilaine », tenue à Rennes « L'occasion de dresser un bilan d'une situation dramatique pour nombre de paysans... qui constatent que leurs droits fondamentaux sont trop souvent sacrifiés au profit d'un productivisme et d'une restructuration qui leur échappent ». Ils sont « déterminés à s'unir pour faire face à la faillite de leurs exploitations et à la perte de leur statut »... « On estime le nombre d'agriculteurs au bord de la faillite à 1700 en Ille-et-Vilaine et à plus de 4000 dans les Côtes-du-Nord »...- La création des commissions Nallet a déjà eu bien des espérances » chez ces « laissés pour compte d'une agriculture compétitive ». Sous le titre « stopper le génocide humain », les auteurs décrivent le harcèlement des huissiers, les saisies de biens personnels qui sont le lot quotidien de ces paysans - en difficulté, d'autant qu'avec le système des cautions une faillite peut en entraîner quatre autres. Et ils concluent « Tout ceci risque d'entraîner l'abandon des campagnes, un véritable génocide culturel »... « L'Assemblée appelle ses membres à résister face à ce qu'ils considèrent comme une violation de leurs droits. »

L'autre témoignage m'arrive de l'autre bout de la France : la région du Rhône. Le groupe « Objections en monde rural » publie une circulaire dans laquelle on lit : « Les pénalités pour dépassement de quotas laitiers sont appliquées indûment, frappant parfois durement les petits producteurs .. Ici des parcelles libérées sont attribuées aux exploitations les plus grandes, les terres restent en friche. Les trois quarts des exploitants âgés ne peuvent plus payer leurs cotisations sociales et les allocations familiales sont retirées à leurs enfants. L'obligation de compétitivité amène les entreprises à prendre des mesures contraires à l'esprit de solidarité.. Il est vrai qu'avec les excédents et la concentration de la grande distribution, les prix des produits agricoles et alimentaires sont écrasés. Cela répercute dans toute la chaîne, jusqu'au producteur, les exigences d'une efficacité économique sans merci. Les producteurs des zones les mieux placées supplantent ceux des zones difficiles.. De tels mécanismes risquent d'aboutir à la destruction du milieu rural... Et la nature ne deviendra-t-elle pas inhospitalière à tous nos concitoyens par pollution d'un côté et par abandon de l'autre ? »

Cette circulaire venant d'un groupe d'agriculteurs chrétiens de l'Ain, de la Loire et du Rhône ajoute qu'« ce constat fait suite une prise de position : « Devant de telles situations, de telles attitudes, nous ne pouvons pas prendre notre parti, en tant que chrétiens, de l'élimination de ceux qui ne satisfont pas aux normes actuelles de la rationalité économique. L'exclusion n'est pas une fatalité. Elle est le fruit de choix politiques pris la plupart du temps au nom d'exigences économiques et financières à court terme. Les responsables politiques et professionnels en mesurent-ils les conséquences humaines et sociales ? »

Et le groupe citée conclut par un appel aux responsables professionnels à « concevoir l'efficacité économique comme un moyen au service des hommes et non comme une finalité qui les élimine. »

Par où commencer ?

En cette période où¹ on parle tant de la révolution de 1789, le monde rural serait-il prêt à exiger son droit à l'instauration de l'économie distributive, l'économie mise au service des hommes et non plus l'inverse ? Est-il prêt à prendre la responsabilité écologique du territoire, à s'engager à produire selon les besoins tout en entretenant la terre, contre un revenu assuré ?